

CIBLE

Ya Basta !

A lors que les pauvres et les chômeurs se comptent par centaines de millions dans le monde, les Nations unies ont récemment adopté un programme de lutte contre la pauvreté d'une remarquable timidité.

Certes, le sommet de Copenhague a été marqué par de louables promesses, quant aux 20 % de l'aide publique des pays développés qui devraient être consacrés au développement social dans les pays pauvres, quant à l'effacement de la dette de ces derniers, quant au respect des droits syndicaux, quant à l'interdiction du travail des enfants dans de trop nombreux pays...

Mais ces engagements ne sont assortis d'aucune contrainte. De plus, ils ne visent qu'à compenser la logique de pillage, d'exploitation et de misère que porte en lui le néo-libéralisme économique et financier.

D'où cette conséquence prévisible : le changement de philosophie et de pratique économiques que les États riches refusent d'envisager sera un jour ou l'autre imposé par les peuples humiliés et exploités. *Ya Basta !* Maintenant ça suffit ! Le cri de révolte des insurgés mexicains annonce que l'ère des révolutions n'est pas terminée.

Démasqué !

Philippe de Villiers

ou

l'imposture

Balladur

L'effondrement

p. 2 et 3

Présidentielle

Lettre ouverte à Jospin

p.12

Balladur : deux ans, ça suffit !

En 1940, la France était pétainiste. En 1944, elle était devenue gaulliste.
Sans doute plus lucides que versatiles,
les Français ne supportent qu'un temps qu'on leur impose avec
condescendance et mépris une pensée unique.

Depuis 1993, la France semblait résignée à subir la chape de plomb du conformisme balladurien avec la même allégresse qu'elle manifesta jadis à se mettre à l'heure allemande. Mais il a suffi d'un mois de campagne pour que soit enrayée la résistible ascension d'Édouardo UI, premier ministre d'opérette et par intérim.

Dopé aux sondages bidonnés, pétri de vanité mielleuse et grisé par les flatteries de ses courtisans, Édouardo UI s'est mué en un lamentable Monsieur Baudruchon rattrapé par un destin ordinaire. A l'instar du Pôher de 1969 - autre produit de la mercatique sondagière - il s'est imaginé que l'apparence de son insignifiance rendrait évidente sa marche feutrée vers le couronnement de ses ambitions refoulées.

Son Évidence s'est tellement piquée de maîtriser Sa Communication qu'elle vient d'être

frappée d'*overdose*. Elle ne s'en relèvera pas. « *Qui cherche son image perd sa réalité* » écrivait Jean Cassou dans « *La mémoire courte* ». Que reste-t-il aujourd'hui de la réalité de M. Baudruchon ? Du vent, le vent tournant des sondages vite oubliés... et quelques lambeaux de boudruche éclatée à force d'avoir été gonflée.

La réalité de M. Baudruchon, les Français auront mis près de deux ans à la percevoir ! A moins qu'ils n'aient nourri la facétieuse idée de l'attendre au virage pour mieux lui régler son compte ? A le voir si empressé de vouloir, lui aussi, faire « don de sa personne à la France », les Français se sont peut-être réservé de faire un sort, le moment venu à une si suspecte sollicitude. On a si peu l'occasion de rire par les temps qui courent !

N'ayant jamais affronté le suffrage universel qu'en des quartiers où la victoire lui était d'avance servie sur un plateau d'argent finement ciselé, et

n'ayant accédé à quelques hautes fonctions que par complaisance, M. Baudruchon a eu la fatuité de croire que la France lui reviendrait aussi naturellement qu'une présidence de conseil d'administration. Mais il y a loin de Matignon à l'Élysée, et, jusqu'à présent, seul Pompidou a réussi le transfert des pénates, au prix de quelques trahisons et d'un départ inopiné de de Gaulle. Quant à Chirac, s'il y parvient, il aura mis vingt-et-un an pour effectuer le parcours ; une patience qui force le respect.

M. Baudruchon va donc rejoindre les coulisses où aurait dû le confiner sa médiocre pensée. On ne s'en plaindra pas. On espère seulement que la leçon vaudra pour d'autres impétrants, invités à redécouvrir les vertus de l'humilité et à écouter les Français plutôt que leurs conseils en communication.

Guy LECLERC-GAYRAU

Luc de Goustine

Coup de Gueule contre le valet de pique

Ce livre consacré à
Philippe de Villiers
aurait pu s'appeler
« *Coup de gueule
contre l'impotisme* »
tant « l'agité du
bocage » trompe son
monde quand il
prétend se battre pour
des « valeurs ».

NOM/Prénom :

Adresse :

☐ Commande « *Coup de gueule contre le valet de pique* » au prix de 100 F franco.

Bulletin à retourner à
ROYALISTE, 17, rue des
Petits-Champs,
75001 Paris

Bulletin d'abonnement

Nom/Prénom :

Adresse :

Profession : Date de naissance :

souscrit un abonnement de :

☐ trois mois (100 F) ☐ six mois (185 F) ☐ un an (270 F) ☐ soutien (500 F)

ROYALISTE, 17, rue des Petits-Champs, 75001 PARIS - CCP 18 104 06 N Paris

royaliste
SOMMAIRE : p.2 : Balladur : deux ans ça suffit ! - p.3 : Sa Béatitudo effondrée - Dailly - p.4 : L'opaque vérité des comptes - Le marché aux voleurs - p.5 : Le sceptre d'Édouard - La Cour - p.6/7 : L'impotisme de Philippe de Villiers - p.8 : Incarné - La tyrannie des marchés - p.9 : Crépuscule de la culture ? - p.10 : Le Shah - Héros violents - p.11 : Action royaliste - p.12 : Editorial : Lettre ouverte à Lionel Jospin.
RÉDACTION-ADMINISTRATION
17, rue des Petits-Champs,
75001 Paris
Téléphone : (1) 42.97.42.57
Télécopie : (1) 42.96.05.53
Dir. publication : Yvan AUMONT
Com. parit. 51700 - ISSN 0151-5772

Sa Béatitudo effondrée

Édouard Balladur, qui prétend être un sage,
devrait savoir que, si le pire n'est pas certain,
seul l'inattendu arrive.

Et nous sommes en plein dans l'inattendu ! C'est même l'élection présidentielle la plus incertaine de toute l'histoire de la V^e République puisque le duel traditionnel entre le candidat de la droite et celui de la gauche a fait place à un jeu beaucoup plus complexe.

Certes, nous avons déjà connu des situations de primaires à droite (Chaban-Giscard en 1974, Chirac-Giscard en 1981, Chirac-Barre en 1988) mais l'enjeu était de désigner celui qui affronterait la gauche au second tour. Cette fois, nous ne savons pas encore entre quels protagonistes se déroulera cette seconde manche, et l'incertitude demeure quant à la nature du débat principal : ou bien le classique débat entre la droite et la gauche, ou bien l'amorce d'un nouveau clivage politique entre les libéraux conservateurs (Balladur-Minc) et les républicains (l'État volontariste au service de la réforme) représentés par Jacques Chirac, nouveau converti, et par Philippe Séguin qui peut enfin faire valoir sa conviction profonde.

A cette interrogation sur la nature du débat s'ajoute

l'incertitude sur les intentions de vote des Français. Nous ne répéterons jamais assez que les sondages enregistrent quelque chose, mais sans qu'on sache très bien quoi : sans doute de la notoriété, une plus ou moins grande sympathie pour tel ou tel personnage public, mais pas nécessairement une intention de vote. En 1988, Raymond Barre fut victime de ce flou, et le même phénomène affecte depuis quelques semaines Édouard Balladur. Diverses formes d'adhésion au Premier ministre (chaleureuse, vague, résignée, désespérée) tendent à s'estomper depuis que le candidat Balladur est entré en campagne. Or, dans l'épreuve, le candidat libéral-conservateur ne tient pas le choc : toujours mauvais Premier ministre (il n'a pas renvoyé Charles Pasqua), chef d'un gouvernement qui a volé en éclats, il est lui-même soupçonné d'indélicatesse financière. En plongeant, la cote psychologique dont jouissait M. Balladur finit par créer une situation réelle de défaite - à tel point que certains observateurs se demandaient début mars si le Premier ministre ne serait pas éliminé au premier tour. Encore faut-il prendre garde que les son-

ges ne prétendent reproduire que des intentions de vote exprimées, alors que la moitié des électeurs n'avait pas encore fait son choix à la mi-mars.

L'incertitude du résultat s'accompagne de dangereuses illusions sur le caractère décisif de l'élection présidentielle. Jacques Chirac et Lionel Jospin brandissent leurs programmes, mais seul Édouard Balladur est en mesure de réaliser le sien puisqu'il dispose d'une majorité parlementaire globalement acquise aux thèses libérales-conservatrices. Devenu président, le maire de Paris pourrait-il vraiment faire la politique patriotique et républicaine que préconise Philippe Séguin avec la majorité réactionnaire issue des urnes de 1993 ? Il est permis d'en douter. Quant à Lionel Jospin, il lui faudrait d'emblée dissoudre l'Assemblée sans grandes garanties de succès car une victoire à l'arraché du candidat de la gauche ne lui donnerait certainement pas la majorité de 1981, ni même celle, relative, de 1988.

Une chose est sûre, cependant : le vainqueur, quel qu'il soit, aurait tort de croire que la stabilité politique sera acquise grâce au choix judicieux d'un Premier ministre et par de délicats équilibres parlementaires. La crise sociale est trop violente, l'impatience des Français est trop grande pour que le nouveau président se contente de mesures classiques. Il lui faudra à tous égards innover. Ou bien il sera très vite exposé à de brutales répliques.

Y. LANDEVENNEC

Dailly

De même que l'habit ne fait pas le moine, la fonction, aussi haute soit-elle, ne désigne pas nécessairement l'homme d'honneur.

Preuve parmi d'autres : René Monory qui s'était dés-honoré en demeurant à son poste de ministre de l'Éducation nationale après la mort de Malik Oussekine. On sait que cet homme médiocre à tous égards est devenu président du Sénat, ce qui nuit au prestige de nos institutions et au crédit de la France dans le domaine international. De surcroît, ce monsieur Monory a eu le culot de nommer au Conseil Constitutionnel le sénateur Étienne Dailly.

Au Sénat, le nom d'Étienne Dailly évoque immédiatement des pratiques telles que Jacques Chirac lui refusa le ministère de la Justice en 1986. Sa nomination au Conseil Constitutionnel a provoqué dans la presse des commentaires riches en circonlocutions auxquelles nous ajouterons les nôtres afin d'éviter un procès en diffamation. Comme tout élu, M. Dailly fait des interventions et donne (enfin...) des conseils. Il n'y a pas de trace, pas de preuves de quoi que ce soit. Aux innocents les mains pleines... Il reste que M. Dailly, familier de bien des conseils d'administration, fait courir au Conseil Constitutionnel un double risque : c'est un adversaire déclaré des « juges de la loi », et il fait peser une grave menace de discrédit sur cette institution essentielle pour notre État de droit.

Y.L.

L'opaque vérité des comptes

A grand renfort de publicité, le Groupe Suez vient de publier ses comptes pour l'année 1994.

Pour la première fois depuis des années cet édifice de la vie financière de notre pays affiche un déficit important compte tenu de son chiffre d'affaires.

Il n'est pas nécessaire d'aller jusqu'à Singapour pour trouver la raison de ces résultats pour le moins mauvais. Pendant les années 1985 à 1991 les établissements bancaires et autres sociétés financières se sont lancés à corps perdu dans l'investissement immobilier qui semblait alors devoir se révéler juteux. Nous avions eu l'occasion de démonter ici ce mécanisme (1).

Cette formidable incurie a conduit à des faillites retentissantes de promoteurs, à des centaines de milliers de mètres carrés invendus ou inlouables, et enfin à des trous monstrueux dans les comptes des prêteurs imprudents. Tel est le cas de Suez qui affiche des pertes à altitude de 4,7 milliards de francs.

Plusieurs solutions s'offraient alors à ce groupe. La première consistait à camoufler les pertes, comme on a tenté de le faire pour le Crédit Lyonnais à seule fin de rendre la maison plus jolie en vue d'une aujourd'hui très hypothétique privatisation. Le moyen est simple : il consiste à créer des sociétés écrans dont le seul rôle est de gérer les créances « douteuses » ; ce type de structure a été très en vogue ces dernières années, dans des conditions qui ne

pourront manquer très longtemps d'intéresser les juges d'instruction.

Suez a choisi une autre voie celle de la transparence en décidant purement et simplement de passer le tout par pertes et profits. On devrait applaudir à une telle preuve d'honnêteté et pourtant... On ne peut s'empêcher de penser que les clients du Groupe vont trouver la plaisanterie un peu saumâtre puisque c'est à eux que l'on va demander de régler la passablement douloureuse addition. Les actionnaires et les promoteurs amis s'en tirent eux beaucoup mieux puisque l'on ne va plus rien leur demander et que certains pourront continuer le jeu de massacre. Plusieurs des ardoises laissées par ces messieurs feraient regretter à Bernard Tapie de ne pas s'être plutôt lancé dans l'immobilier.

Cette manière de procéder prouve à quel point les financiers sont peu capables de se remettre en question, et peu enclins à admettre leur responsabilité dans leurs mésaventures, préférant incriminer les aléas du sacro-saint marché plutôt que leur incurie et leur incapacité à se projeter dans le futur proche. Toutes nos condoléances.

Pascal BEAUCHER

(1) *Royaliste* n° 620 du 18 avril 1994.

Le marché aux voleurs

Le désastre social engendré par l'économie de marché se double d'une faillite morale.

Avec la frénésie des nouveaux convertis, les néo-libéraux des années quatre-vingt ont répandu la nouvelle dogmatique de l'économie : la libre entreprise opérant sur le libre marché est mieux gérée, plus compétitive, elle produit à meilleurs prix...

Avec l'arrogance des nouveaux maîtres, les libéraux de 1986 ont entrepris le programme de privatisations qui devait enclencher une nouvelle dynamique industrielle et profiter à l'ensemble de la nation...

A tous points de vue, le résultat de l'expérience est consternant.

Libre entreprise ? Nul n'ignore que la plupart des dirigeants des grandes affaires sont issus de l'appareil d'État et sont proches des partis de droite.

Meilleurs prix ? Tel n'est pas le cas, par exemple, pour le prix de l'eau, puisque les coûts des deux principales compagnies intègrent des arrosages d'un type très particulier. La liberté, c'est aussi la liberté de corrompre et le droit de profiter largement, personnellement et en groupe du système de la corruption. La liberté, c'est aussi le pouvoir de changer les dispositions légales afin de réaliser d'avantageuses plus-values - aspect inédit de la méthode Balladur qui a fort enrichi l'actuel premier ministre.

Meilleure gestion ? La cascade de mises en examen qui frappent Pierre Suard montrent que le capitalisme incontrôlé engendre mécaniquement des activités illégales, des enrichissements sans cause, des comportements de pâles voyous. Escroquerie, corruption, abus de confiance, faux et usage de faux, tentative de subornation de témoin ? La justice aura à trancher.

Enfin, comment croire aux vertus patronales dont on s'est gargarisé dans les années quatre-vingt, alors que des personnages aussi représentatifs que Didier Pineau-Valencien et Pierre Suard ne sont pas étouffés par les scrupules ? Le premier n'a pas respecté sa promesse de se présenter devant la justice belge, et reste confiné sur le territoire français. Le second semble avoir confondu l'argent de l'entreprise et le sien propre. Tous deux ont manqué à l'honneur en ne remettant pas leur démission dès leur première mise en examen - comme le fait ordinairement un ministre. Ce faisant, ils compromettent la réputation de notre pays, celle de leur entreprise, et celle du patronat français.

Que Jacques Chirac soit élu, ou que ce soit Lionel Jospin, il faudra en finir très vite avec ce marché aux voleurs qu'est devenu le capitalisme français.

Annette DELRANCK

La Cour

Atoutes les époques, sous toutes les latitudes, le cortège du vainqueur présumé mêle les fidèles et les opportunistes, en proportions variées. Depuis que sa cote grimpe dans les sondages, Jacques Chirac connaît de ces ralliements aussi surprenants qu'empresés de hauts personnages qui volent vers la victoire. Des faisans de bon augure, en quelque sorte. Des faisans qui papillonnent, caquettent, cancanent, et jacassent - toutes activités assez bizarres pour un emplumé des champs mais très banales pour un volatile urbain.

Alors que le vieux monarque ne s'est pas encore retiré, une nouvelle cour se constitue sous nos yeux. Avec Jean-Edern Hallier, elle dispose déjà de son bouffon professionnel, provocateur talentueux qui a le tort de se croire génial, et qui compense son déficit intellectuel par d'authentiques vilenies. Avec Pierre Bergé, elle s'enrichit de la figure emblématique de la gauche caviar : vulgarité en costume de prix, goût du fric, mépris des gens. Pierre Bergé, l'homme dont on ne serre pas la main, même avec une pince à homard, dans une auberge louche, après neuf heures du soir...

Ceux qui nous soupçonnent de chiracophilie en seront pour leurs frais, tout comme ceux qui nous accusaient de mitterrandolâtrie : nous ne paraîtrons pas plus à la nouvelle cour qu'à l'ancienne. Moins par vertu que par ennui pour le sordide empanaché.

S. FERNOY

Le sceptre d'Édouard

La grande idée diplomatique de M. Balladur pour son investiture voici deux ans - le Pacte de stabilité - bute sur la Transylvanie apparemment réfractaire au charme discret de Matignon.

Présumé comme une initiative originale de diplomatie préventive, le Pacte de stabilité demandait aux États d'Europe centrale et orientale, candidats à l'adhésion à l'Union Européenne, de se réconcilier autour du principe de bon voisinage fondé sur le respect des frontières et le bon traitement des minorités.

L'idée n'était pas originale dans la mesure où l'OSCE et le Conseil de l'Europe ont déjà compétence pour en traiter. Il est même paradoxal que la France assume un tel exercice pour les autres alors qu'elle répugne aux dispositions que ceux-ci ont fait inscrire dans une nouvelle convention au Conseil de Strasbourg. Nos minorités, qui ne sont pas « nationales », elles, ne seraient pas de même nature que les leurs. Dont acte.

Il est encore plus curieux de s'être fixé une échéance qui ne correspond en rien avec celle des accords d'association de ces pays avec l'Union Européenne dont on prétend leur faire dépendre, au lieu qu'en tout bon sens ce devrait être l'inverse (1).

Cette échéance du 21 mars est purement franco-française. Il fallait impérativement au candidat à la présidence une réussite diplomatique majeure qui consacrait sa compétence internationale. Il est de notoriété publique, même auprès de ses plus puissants alliés (Pasqua), que le candidat est

parfaitement étranger à tout ce qui est étranger, qu'il s'agisse des mondes arabe, chinois ou africain. Dans l'univers profondément hermétique, soigneusement calfeutré et méticuleusement aseptisé dans lequel il se meut exclusivement, quelle mouche l'a-t-elle piqué pour qu'il porte un intérêt quelconque au-delà de la ligne bleue des Vosges et prenne les cimes qui lui sont familières de son balcon de Chamonix pour les Alpes de Transylvanie ?

Si l'on excepte les Serbo-croates qu'il ignore souverainement, il ne pouvait plus mal tomber. Après les références malheureuses de son « initiative » aux précédents fâcheux de Vienne, de Versailles et de Yalta, ignorait-il que la France est directement associée dans l'esprit des peuples de cette région au Traité de Trianon de 1920 et à la Conférence de Paris en 1947 qui ne se sont pas privés de charcuter les frontières et de multiplier les minoritaires ? Nous portons dans leur inconscient collectif la responsabilité des quelques deux millions de Magyars de Roumanie, des 700 000 de Slovaquie, des 450 000 de Voïvodine en Serbie. Les Hongrois, peuple homogène chez lui, comme les Polonais, sont trop chevaleresques pour ne pas se prêter au jeu, mais les Roumains - pourtant si choyés par nous par solidarité latine - allèguent qu'ils doivent ménager un parti nationa-

liste qui considère le principe même d'un parti hongrois comme une atteinte à leur sécurité nationale.

Elie Wiesel pourrait lui en apprendre beaucoup, lui qui est originaire de Sighet, bourgade située aujourd'hui comme hier aux confins des trois frontières de Roumanie, de Hongrie et d'Ukraine, et qui sait dans sa chair ce que signifie le passage d'une souveraineté à une autre au cours d'une vie. Il le raconte si bien dans ses Mémoires qui viennent de paraître (2).

Au lendemain d'un printemps des peuples qui, comme celui de 1848 spécialement en Hongrie (Kossuth), ne dura qu'une saison, M. Balladur aurait voulu, dans sa marche à rebours, chauffer les bottes de Metternich (même pas celles de Louis-Philippe auquel on se gardera de faire l'injure de le comparer pour la longue paix européenne dont il fut le gardien durant son règne). C'est plutôt au professeur Tournesol que l'on pense, pris entre les Bordures et les Syl-daves. Le sceptre d'Édouard a disparu sur une hypothétique frontière de Transylvanie.

Yves LA MARCK

(1) cf. *L'Europe sur le divan* in *Royaliste* n° 623.

(2) Elie Wiesel - « *Tous les fleuves vont à la Mer* » - Ed. Seuil - prix franco : 155 F.

Pour tout achat
de livre
faites appel à
notre service
librairie

Ecrivain, journaliste, membre du Comité directeur de la N. A. R. Luc de Goustine vient de consacrer un essai à Philippe de Villiers...

Sans venin, mais non sans colère, notre ami trace le portrait d'un ambitieux doublé d'un imposteur.

Au-delà du pamphlet, voici une forte réflexion sur la tradition française, et sur la menace, au moins populiste, au pire fasciste, qui plane sur notre pays.

■ **Royaliste** : Pourquoi ce livre ? Est-il dicté par le dépit électoral ? S'agit-il d'un règlement de compte entre royalistes ?

Luc de Goustine : Bien que la réputation de royaliste lui ait profité dans certains milieux, il est clair que Villiers ne l'est pas politiquement. C'est un enfant de l'énarchie qui a fait une carrière publique très classique à partir de son implantation en province. L'image grâce à laquelle il a rassemblé sa première clientèle est composite. Il y a des thèmes chers à la droite de tradition (nostalgie royaliste, mémoire vendéenne, morale chrétienne, nationalisme), des techniques médiatiques et d'animation culturelle qui ont séduit la nouvelle gauche, et un ultralibéralisme familier au Parti républicain et à la Nouvelle droite. Personne n'avait démêlé jusqu'ici cette pelote.

Ce n'est pas pour régler des comptes que je l'ai fait car la campagne des législatives de 1993 nous a laissé de bons souvenirs et des solides amitiés en Vendée. Quant à Philippe de Villiers, elle nous a appris qu'il a une sainte horreur du débat et d'être contredit ailleurs que dans le jeu convenu de sa promotion dans les médias ; d'autre part, nous avons observé par quels procédés d'influence, voire d'intimidation, il faisait prévaloir ses visées personnelles en qualité de président du Conseil général de la Vendée. J'en avais retiré l'impression qu'il

faudrait bien un jour faire le portrait du personnage, de sa carrière, et des ambitions qui peuvent faire de lui un des chefs de file de la droite française. Son succès aux Européennes lui ayant mis le pied à l'étrier de la présidentielle, je n'ai pas voulu me dérober à la besogne.

Ce livre n'est donc pas dicté par le dépit, mais animé par une certaine colère devant les impostures du personnage. Mon « coup de gueule » ne s'en prend pas au royaliste ou catholique de tradition qu'il aurait pu être, mais à une espèce de caricature de grand notable républicain, à qui ses convictions alternatives, ses appétits croissants et son culot promettent un « grand » avenir politique.

■ **Royaliste** : Relevez-vous une fidélité, une logique, ou une cohérence dans l'itinéraire politique de Philippe de Villiers, depuis l'engagement royaliste de sa jeunesse jusqu'à l'actuelle candidature à la présidence ?

Luc de Goustine : Autant de fidélités que d'engagements... Membre de la Restauration nationale jusqu'à sa sortie de l'ENA (1978), giscardien parce qu'il est en poste à Vendôme, courtisan la Gauche qui lui fait un triomphe dans les médias (1984), séduit par Léotard et adhérent au PR en 1985, il rejoint Barre en 86, pousse le cohabitationnisme jusqu'à oeuvrer au recentrage

de la droite auprès de Mitterrand avec Soisson et Durieux en 1988, rejoint les « quadras » rénovateurs en 89 en vitupérant la cohabitation, enfin, depuis les Européennes de 1992, il pédale dans la roue de Charles Pasqua qui le protège. Il faut entendre ses anciens camarades du PR se plaindre qu'il ait commencé sa carrière « à leurs crochets » pour ensuite les quitter en les insultant. C'est sa méthode la plus habituelle.

On ne discerne rien de logique à ces évolutions, puisqu'elles le mènent de l'antilibéralisme au culte de l'entrepreneuriat, de l'euro-péisme à son contraire, du cohabitationnisme à sa diabolisation, etc. La seule cohérence est dans la tactique qui consiste à se démarquer au bon moment pour se situer à part dans l'opinion. Ce contre-pied lui a été profitable jusqu'ici à cause de l'atmosphère de la vie politique française : il suffit de claquer la porte de temps en temps pour être catalogué personnalité indépendante. Le seul trait constant à la carrière politique de Villiers jusqu'à présent est l'ambition. Voilà des années qu'il a décidé « de revenir faire la course en tête ». C'est la seule logique qui l'intéresse.

■ **Royaliste** : Peut-on trouver des raisons objectives aux premiers succès médiatiques de Villiers, voilà une dizaine d'années ?

Luc de Goustine : On ne s'en souvient pas générale-

ment, mais c'est à Yves Montand et à son émission *Vive la crise*, à Guillebaud, à Giesbert, et à la presse de gauche que Villiers doit son émergence triomphale dans les médias. On comprend bien pourquoi : après trois ans de socialisme au pouvoir, ces messieurs désespéraient de la politique et de l'État. La mystique de l'entrepreneur pointait à l'horizon, avec l'idée que le simple jeu des ambitions individuelles pouvait nous sortir de la crise où nous avaient plongé les idéologies et les pesanteurs économiques. Villiers, « entrepreneur culturel » du spectacle du Puy du Fou, les a plongé dans une sorte d'ivresse comme s'il était un modèle d'autonomie, alors que son affaire bénéficiait des aides les plus larges. Même l'aspect « réactionnaire » du spectacle jouait en sa faveur parce que cette « seconde gauche », celle de Rocard, était prête à toutes les révisions pour se raccrocher aux branches de l'histoire, et du pouvoir...

■ **Royaliste** : A l'époque de la première cohabitation, votre héros se montrait-il bon serviteur de l'État ?

Luc de Goustine : L'expérience ministérielle est affligeante. Les duettistes Léotard-Villiers à la Culture, Madelin-Longuet aux commandes de la Communication, c'était la meute des libéraux lâchée sur la télévision, le livre, les arts, pour « désétatiser, rendre au peuple » ce que l'État « socia-

liste » lui avait dérobé... J'ai cherché si l'un des projets du secrétaire d'État Philippe de Villiers avait abouti : en deux ans, il n'a laissé que du vent, et des règlements de compte assez vaches avec Léotard.

■ **Royaliste** : Du moins peut-on dire que Villiers est un homme politique utile à son département ?

Luc de Goustine : Il y présente toutes ses initiatives comme exemplaires, en exalte les particularismes, s'implique à grands frais dans des événements médiatiques comme le Tour de France et le Vendée Globe Challenge. S'il était directeur du tourisme, on dirait qu'avec lui, « ça déménage », et on le renverrait bientôt pour mégalomanie. Mais ce travail d'image a pour but d'accroître « l'influence, le pouvoir » de l'homme politique par les bons offices du président du Conseil général. Il fait régner une intimidation constante sur les élus, les fonctionnaires, les visiteurs (Nicole Fontaine, venue parler de Maastricht, a dénoncé en partant « le KGB vendéen » !) et jusqu'aux fournisseurs du département (mon livre est « interdit » dans les librairies de la Roche sur Yon !). Quant au développement local, il paralyse tout ce qui ne passe pas par lui, entrave les initiatives intercommunales qui lui déplaisent, et se montre d'une grande cruauté morale à l'égard des personnes. A sa manière

d'exercer le pouvoir, on s'interroge sur les institutions républicaines qui autorisent de telles dérives vers l'autoritarisme et l'arbitraire.

■ **Royaliste** : Certains pensent que la défense des valeurs traditionnelles devrait rapprocher Villiers et la Nouvelle Action Royaliste. Comment se fait-il que l'opposition soit aussi constante et aussi nette ?

Luc de Goustine : Parce que Villiers choisit soigneusement les « valeurs traditionnelles » qu'il veut défendre. Il s'est opposé à l'IVG, mais il a milité frénétiquement contre le droit du sol qui est chez nous le plus remarquable fruit de l'hospitalité évangélique. Il se dit jaloux de notre souveraineté nationale mais la définit économiquement comme un ultra-libéralisme européen en garde contre tous les périls de la planète. Son rapport à l'avenir, aux évolutions technologiques, à l'étranger, à l'inconnu, sont des rapports paniques. Il s'agit de faire peur de la drogue et des drogués, de tout ce qui vient de l'étranger : produits, culture, langue, religions, et des étrangers eux-mêmes dont il veut restreindre le droit d'asile et de séjour. Il veut généraliser les contrôles policiers.

Son programme n'a rien de traditionnel au sens capétien. Il est dans le meilleur des cas pasquaio-lepeniste, dans le pire, il peut servir de lit à un fascisme de nouvelle compo-

sition. En outre, des royalistes politiques ne peuvent que s'opposer à l'attitude de Villiers à l'égard de l'État. Bref, son égotisme et sa paresse intellectuelle fardée de brio en font un homme dangereux dans la mesure où il ne témoigne d'aucune rigueur et où certains lui prêtent des intentions nobles qu'il ne se soucie nullement de servir.

■ **Royaliste** : Pour la campagne électorale, Villiers se présente comme un homme neuf qui a des idées neu-

ves... **Luc de Goustine** : Je viens de le dire : son programme agglomère les lieux communs du national-populisme dans leur version bon chic bon genre (« Le Pen soft ») et les poncifs du libéralisme thatcherien à peine revisités. Cela n'est pas sérieux et ne cherche pas à l'être, mais a pour seul fonction d'être un « attrape-tout » fonctionnel de l'extrême droite au centre droit. Le crédit dont il jouit en propre vient du rôle de vitupérateur des malhonnêtetés du siècle qu'il cultive depuis 1989-90. Son discours de la décadence, de la peur, ses imprécations et ses réquisitoires contre les « pourris », lui valent auprès de certains la réputation d'un homme libre et impeccable. Or, il a lui-même ses pratiques d'homme de pouvoir et d'appareil, ses intérêts, qui lui font contracter des alliances douteuses comme avec Jimmy Goldsmith aux élections européennes, et ses ambitions qui l'obligent à « servir la soupe » aux parains qui avantagent sa carrière : aujourd'hui c'est à Charles Pasqua qui cherche à drainer au second tour vers Édouard Balladur les voix villieristes mêlées à celles du Front national. En échange de quels postes ministériels ? Villiers, avec ses intrigues minuscules, est une contradiction vivante du mot du chevalier de Charette : « *Nous sommes la jeunesse du monde, Monsieur !* »



■ **Royaliste** : Dans votre conclusion, vous écrivez que Villiers « ne sait même pas ce qu'est le fascisme parce que son fascisme est au devant de lui, comme un salaire en attente ». Que voulez-vous dire précisément ?

Luc de Goustine : Gardons-nous d'user d'anathèmes qui, finalement, valorisent leur objet. Celui que certains nomment « le Ceausescu du Bocage » n'a que ce qu'il mérite quand on rit de son masque vertueux et de ses frénésies d'ambition. Mais j'ai dû me rendre à l'évidence : mieux que Le Pen, qui est une vieille lune fascisante, les thèmes et les méthodes de Philippe de Villiers répondent à l'étiologie des fascismes établie par Robert O. Paxton. Comme Gianfranco Fini et son Alliance nationale en Italie, il a eu la malice d'édulcorer son propos pour être fréquentable, voir pour poser au précepteur de morale dans un monde pervers. Comme il a l'ambition d'arriver au pouvoir, on peut se demander comment son « préfascisme » viendra à éclosion et à quelle heure ? C'est une question assez grave pour préoccuper ceux qui ne veulent pas qu'une fois encore, la bêtise au front bas s'avance déguisée en héroïne nationale.

Propos recueillis par

Maria DA SILVA

Luc de Goustine : « Coup de gueule contre le valet de pique » - Ramsay (Voir bon de commande en page 2).

Incarner

Il est rare que nous évoquions, à l'égal d'un ouvrage, un article de journal. Mais nous ne voulions pas attendre que Pierre Rosanvallon publie le recueil de ses chroniques de *Libération* pour recommander à nos lecteurs sa réflexion sur l'incarnation en politique (1).

Pierre Rosanvallon montre que pour acquérir une stature présidentielle un homme politique doit réunir trois éléments : la compétence, la « puissance de sa vision » et sa « capacité d'incarnation ». Or l'incarnation est l'élément le plus difficile à cerner et le plus décisif : l'homme présidentiel est celui qui devient capable d'interpréter une réalité confuse et de représenter l'identité collective, de remplir la fonction symbolique. « *Au-delà de toutes (les) différences et de toutes les divergences, écrit Rosanvallon, la fonction présidentielle s'élabore dans une chimie fort complexe : celle qui aide la société à se penser comme unité relativement cohérente. En transcendant, au moins en partie, les conflits d'intérêt ou les batailles idéologiques, cette capacité de symbolisation signifie qu'un candidat peut être reconnu comme donnant une image crédible à l'idée de nation* ».

Au delà des conflits d'appareil et des programmes, tel est bien l'enjeu de l'élection présidentielle. L'article de Pierre Rosanvallon vaut tous les sondages publiés ou à paraître sur la campagne en cours.

J.B.

(1) Pierre Rosanvallon, « *De l'incarnation en politique* », *Libération* du jeudi 2 mars 1995.

La tyrannie des marchés

Les nations peuvent et doivent résister à la tyrannie qu'exerce la spéculation financière.

Henri Bourguinat dit pourquoi et montre comment.

C rises et krachs, coups de vents et tornades. Les mouvements qui agitent les marchés financiers sont ressentis par les simples citoyens comme des phénomènes quasi naturels. Incompréhension et impuissance, devant la fatalité : on n'y peut rien, c'est la loi des marchés...

On dit que cette loi est « incontournable » car le monde est devenu un village et que nous sommes pris dans sa « globalité » : un séisme à Kobé (un vrai...), et voici qu'une vénérable banque anglaise se trouve au bord de la faillite et passe sous contrôle hollandais... Il paraît que ces phénomènes « naturels » sont bienfaisants. Les marchés seraient sévères, mais justes. Car on en parle comme s'il s'agissait d'une institution, ou de personnes : ils jugent, sanctionnent, approuvent, prennent peur ou se rassurent mais ne dorment jamais : quand les écrans s'éteignent à Londres et Paris, des fortunes se font et se défont à Singapour ou à Tokyo.

Mystérieuse, lointaine, la finance internationale perturbe le cours ordinaire de notre vie : le mark devient plus cher ; après dévaluations, les Italiens et les Espagnols gagnent des parts de marché. Pire : nous commençons à nous apercevoir que la puissance financière contrôle de plus en plus étroitement les

mouvements du commerce international, les décisions des États et jusqu'à la vie politique puisque la prise de position d'un candidat peut déclencher une attaque contre le franc. Ne plus rien dire, ne plus rien faire qui puisse déplaire aux marchés - sans qu'on soit sûr qu'ils ne céderont pas, malgré tout à une impression vague, ou à quelque pulsion. Les marchés ont leurs nerfs, figurez-vous. Et des nations prospères sont ébranlées, des entreprises ferment, des travailleurs sont mis sur la paille à cause de ces réactions imprévisibles, mais dont on sait qu'elles sont dictées par le désir du profit maximal. Situation intolérable, qu'il faut comprendre afin d'engager une politique de résistance.

Dans ce double effort, Henri Bourguinat apporte une aide précieuse. Auteur d'une dizaine d'ouvrages majeurs sur la finance internationale, ce professeur d'économie domine si bien son sujet qu'il parvient à le rendre accessible aux non-spécialistes. Avec lui, nous comprenons comment la flexibilité des taux de change, la libéralisation des mouvements de capitaux et le prodigieux développement des transmissions a permis la constitution d'une sphère financière séparée de la réalité de la production et de l'échange, et qui ne connaît d'autre loi que celle du profit maximal par la spéculation sur

les monnaies et sur un nombre croissant de « produits dérivés » qui servent à spéculer et à se prémunir de la spéculation tout en spéculant... Les fameux « marchés » ne sont pas des institutions rationnelles, présidées par des juges de paix, mais des lieux où des groupes financiers connus se comportent comme des sociétés de parieurs et défendent les principes qui font tourner l'économie-casino : pas d'inflation, pas trop de déficit budgétaire, donc rigueur salariale et croissance limitée. Telle est la règle tyrannique que les spéculateurs prétendent imposer au monde entier, au mépris de la dignité humaine, de la liberté des nations, et de la démocratie en chacune d'entre elles.

Contre la tyrannie des marchés, Henri Bourguinat propose un dispositif complexe mais efficace (réglementation financière, taxations) qui permettrait d'éviter le double piège de l'ultra-libéralisme et du protectionnisme systématique tout en sauvegardant les nations historiques. Ses propositions, passionnantes, discrètement révolutionnaires (quant à la préférence commerciale pour la nation, quant à un nouvel accord monétaire européen) et toujours fortement argumentées, sont à la disposition de tout chef d'État qui aura décidé de s'opposer aux logiques illusoire et aux fausses fatalités.

B. LA RICHARDAIS

(1) Henri Bourguinat - « *La Tyrannie des Marchés*, essai sur l'économie virtuelle » - Economica, 1995 - prix franco : 107 F.

Crépuscule de la Culture ?

Parmi les exercices recommandés en cette saison : éreinter le dernier essai de Jean-Marie Domenach. C'est à qui trouvera la formule la plus assassine - qui n'est évidemment pas la moins basse - pour dire son fait à ce « professeur de dégoût » et à ce « moraliste douteux ». Désolé messieurs, mais ce qui me frappe à lire le livre de Domenach qui est beaucoup plus complexe et nuancé qu'on le dit, c'est son extraordinaire optimisme, sa volonté de dépasser justement la sinistrose ambiance pour réchauffer un peu ce climat désenchanté où la dérision affleure partout parce qu'elle demeure l'ultime moyen de respirer un peu. S'il y a une volonté qui s'affirme dans ce parcours au milieu de notre littérature romanesque, ce n'est nullement le dénigrement, mais le désir de découvrir d'autres voies que celles du nombrilisme amer - et d'ailleurs l'auteur en découvre plusieurs. Il est significatif que dans sa conclusion il se réfère à Baudelaire pour choisir au mot *crépuscule* une consonance d'espoir où le jeu de la lumière et de l'ombre est inversé. C'est pour le crépuscule du matin que Domenach parie, c'est à dire l'attente inextinguible de l'aube.

Il est vrai aussi que l'analyste fait mal - et cela explique sans doute les cris qu'il provoque - lorsqu'il décrit, par exemple, les contours de l'idéologie diffuse qui caractérise notre production romanesque : « *Le plus étrange, le plus paradoxal est qu'elle prône l'autonomie et l'accomplissement de chacun tout en donnant complaisamment les premiers rôles à des personnages indistincts, asservis à leurs manies et à leurs pulsions, un monde triste et terne au plafond bas, d'où ne jaillit aucun cri de passion. Se plaçant délibérément en dehors de l'éthique, elle se place en dehors de la Cité ; ne retenant de la pédagogie que des techniques et non point l'effort pour exister intensément, elle se situe à l'opposé de Stendhal. Du Moi après être passé par le Nous, le roman en est venu au Il, en admettant qu'on y trouve encore une personne, fût-ce la troisième* ». Voilà certes qui n'est pas du tout complaisant. Est-ce injuste ? Est-ce délibérément méchant, ou de parti pris ? Ceux qui pourfendent Domenach pour passésisme nostalgique et pour moralisme désuet ne réfutent pas vraiment ses constats. Simplement, ils ignorent délibérément ce qui les nuance et plus encore la compassion qui les accompagne.

Il est difficile de nier ce qu'un Cyril Collard affirme pour sa part et qui est tellement évident : « *Je suis fait de morceaux de moi-même, éparpillés puis recollés ensemble, n'importe comment, parce qu'il faut bien avoir l'apparence d'un corps. Je ne suis qu'un amas de cellules terrorisées* ». Avant même que le terrible fléau moderne ne se soit abattu sur une génération, l'éclatement du moi l'avait précédé, ne serait-ce que dans un érotisme qui n'est plus que l'ombre de lui-même. Domenach fait peut-être *rétro* en rappelant que c'est le moratoire sexuel de l'adolescence et la sublimation de l'objet aimé qui donnaient toute sa force à l'imaginaire amoureux. Mais la façon de le contredire ? « *C'est au fond l'affaiblissement des « puissances de l'Être » qui entraîne cette morosité : tristesse, « acédie » (mot du langage*

religieux qui signifie écoeurement, dégoût) qui caractérise aussi bien une sexualité repue que l'absence d'un vouloir vivre commun ». L'acédie c'est aussi le manque d'amour.

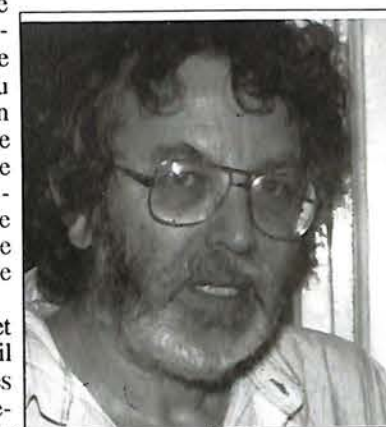
Là où Domenach marque le plus, sans doute, un décalage de génération - mais il ne songe pas à nier que son adolescence fut d'avant-guerre et sa jeunesse engagée de la guerre - c'est moins par son attachement à des écrivains dont le moindre mérite est d'être aujourd'hui des classiques, que par sa conception sociale sinon civique du roman. Là-dessus, on pourrait un instant donner raison à ses critiques. Prenons le cas Malraux. Il est vrai qu'il pourrait bien s'agir du plus inactuel des romanciers, parce que les engagements politiques et idéologiques qui furent les siens appartiennent à une époque complètement révolue, au moins apparemment, celle des discours totalisants et des conceptions conquérantes du monde. Nos jeunes gens n'ont pas attendu la chute du mur pour se désintéresser des idéologies et le socialisme n'était pas sitôt arrivé au pouvoir en 1981 qu'il n'était déjà plus de mode. Même des sujets aussi importants pour notre société que le racisme et l'anti-racisme, l'intégration ou le fondamentalisme ne semblent pas avoir au moins chez nous d'accrochage dans la fiction romanesque. Domenach serait-il de ce point de vue « largué » pour refuser le fait que le roman comme reflet des grands débats politiques et intellectuels ait fait définitivement son temps. Narcisse ayant tué Prométhée, l'*Espoir* ne change plus la *Condition humaine*.

Il faudrait donc désormais constater une coupure irréparable entre la sphère de l'individu et celle du social. Ce que semble bien confirmer la fin du militantisme politique et syndical et le grand désinvestissement affectif à l'égard des systèmes de sens. Au roman, l'existential qui ne concerne plus que le privé, à l'essai les débats intellectuels qui concernent tous les domaines de l'objectivité sociale. Mais précisément, ainsi que le rappelle Domenach, le roman n'était-il pas le genre « démocratique » par excellence « *puisque il tire son succès et ses pouvoirs d'un plébiscite de tous les jours* », avec toutes les ambiguïtés que l'on voudra. Dès lors qu'il y a scission entre le roman et le social, comment penser l'espace démocratique nécessaire pour l'engagement des citoyens ? Le désengagement politique va de pair avec le processus de réduction du romanesque : « *témoin de la vie et plus encore protestation de la vie contre le rationalisme occidental, il est devenu conformiste et flasque, il ressemble à ces corps protéiformes qui flottent entre deux eaux dans les mers - gigantesque méduse envahie de petits poissons qui dévorent ses filaments* ».

L'affaire est donc sérieuse et ceux qui refusent de voir ce dont il s'agit sont gravement aveugles. Ils peuvent bien se réclamer de la démocratie, ils s'emploient à détruire ce qui en fait la condition *sine qua non*, c'est-à-dire cet *espace commun* sur lequel Hannah Arendt a tant insisté. Le problème est de savoir comment sortir de l'impasse. Les mêmes qui se moquent du mécanicien du social, tâchant de colmater les brèches de la machinerie qui fuit, auraient un peu de pertinence si l'intéressé voulait faire surgir, d'autorité, une littérature de bons sentiments. Domenach désigne d'autres aires culturelles, aux États-Unis par exemple avec un roman comme celui de Thomas Wolfe, *Le bucher des vanités* (Gallimard) ou s'affirme la puissance de l'imaginaire à faire surgir les forces agissantes d'une société. C'est d'une sorte d'inhibition qu'il faudrait que notre propre imaginaire se libère pour que la société se réveille et pour que l'individu se tienne debout.

Jean-Marie Domenach - « *Le crépuscule de la Culture française ?* » - Plon - prix franco : 125 F.

par Gérard Leclerc



Le Shah

Journaliste polonais, Ryszard Kapuscinski est un observateur privilégié de l'expérience révolutionnaire puisque la chute du Shah d'Iran était la vingt-septième révolution qu'il avait à connaître. Aussi n'est-il pas étonnant que sa chronique des dernières années de la monarchie impériale le conduise à des réflexions générales.

Car c'est toujours la même logique historique, marquée dans les pays soumis à un despotisme oriental d'une cruauté plus sommaire et plus spectaculaire que dans nos contrées européennes. L'histoire est celle d'un pouvoir absolu, militaire ou monarchique, réactionnaire ou réformateur, qui s'isole du pays et du peuple en cédant aux prestiges et aux illusions de la puissance. Ainsi le Shahinshah qui profite de sa rente pétrolière pour entreprendre la modernisation accélérée de l'Iran et construire une énorme armée - avec la bénédiction intéressée de l'Occident et sous la houlette des Américains. Mais le Shah ne voit que ce qu'on lui montre : les réalisations exemplaires et non la misère, le calme du pays et non pas la terreur policière.

Vient le moment où la peur cède devant la liberté, où la parole est plus forte que les fusils-mitrailleurs : révolution. Puis cet autre moment où la parole révolutionnaire se noie dans les déclamations de comités, où l'esprit de vengeance et la recherche de boucs émissaires détruit à nouveau la liberté. La violence prend une autre couleur, la terreur n'a fait que changer de nom. Le constat, amer, n'a rien perdu de son actualité.

S.F.

(1) Kapuscinski - « Le Shah » - Ed. 10/18 - prix franco : 46 F.

Héros violents

« *Le Complexe du Loup-Garou* ». Sous ce titre un peu racoleur, Denis Duclos, un très sérieux chercheur au CNRS, a consacré un excellent essai à la fascination de la violence dans la culture américaine. Et quand on sait qu'aujourd'hui, culture américaine est largement synonyme de culture universelle, notre intérêt s'en trouve singulièrement renforcé.

La culture de la violence trouve sa figure emblématique dans ce peu recommandable individu que l'on nomme communément un *serial-killer*, celui qui tue comme les usines produisent : en série. Mis en vedette par la multiplication des faits divers sanglants, et devenu un personnage incontournable de l'univers médiatique, le *serial-killer* se voit doté d'une épaisseur - qui lui manque le plus souvent dans la réalité - par les cinéastes et les écrivains, représentants de la culture de l'Horror. Les crimes médiatisés assurent la notoriété du *serial-killer*, la culture de l'Horror lui confère la gloire (une gloire largement universelle : Stephen King, maître du genre, est l'écrivain le plus lu du monde, de même qu'un film comme « *Le Silence des Agneaux* » a connu un égal succès en Amérique, en Europe et en Asie). Bien sûr, on pourrait ne voir dans cette fascination pour l'abject qu'un trouble momentané de l'esprit, fruit d'une mode d'un assez mauvais goût.

Mais Denis Duclos nous montre avec pertinence que nous aurions bien tort. Cette fascination pour la violence a de profondes racines. Elle tra-

duit la résurgence des mythes nordiques au sein de la société moderne (anglo-saxonne d'abord). Le *serial-killer* n'est que la forme actualisée du guerrier fou de la tradition



scandinave, du loup-garou des forêts épaisses de la Germanie. Il tue parce que tuer est dans sa nature de tueur (Denis Duclos évoque justement la vision hobbésienne du monde avant Léviathan). Ces mythes ne sont pas innocents, ils véhiculent une culture de la fatalité, une philosophie de l'inexorable, d'où tout discours de liberté est banni, puisqu'il n'est d'autre manière d'être que de détruire avant de périr soi-même devant plus

fort que soi. Un Crépuscule des dieux au quotidien. On imagine facilement quelles conséquences pourraient avoir pour nos sociétés une telle « vision du monde » si elle devait s'affirmer LA vision du monde. Et si, pour certains, cela paraît trop excessif pour ne pas être insignifiant, remarquons au passage que c'est déjà le langage de la concurrence capitaliste (il est vrai, avec quelques bémols depuis peu) et le scénario de la plupart des jeux vidéos (auxquels jouent plus ou moins tous les enfants du monde développé).

Que faire ? La censure n'est pas souhaitable, et son efficacité douteuse (le spectacle de l'horreur a aussi une fonction purgative) ; et puis ce n'est pas tant la violence elle-même qui est en cause ici qu'une certaine violence et la vision de l'humanité qu'elle induit. L'affirmation d'une latinité harmonieuse et raisonnable, contre les barbaries nordiques, germaniques, anglo-saxonnes ? Illusion utopique. Non, il faut regarder cette culture en face, l'interroger, refuser le discours de l'inéluctable, réaffirmer le libre-choix de l'homme... Et sans doute préparer le renversement des mythes : Ulysse sort de l'Iliade en guerrier sanguinaire, il lui faudra tout le périple de l'Odyssée pour retrouver son royaume d'Ithaque et la fidèle Pénélope, son humanité en quelque sorte...

Patrick PIERRAN

Denis Duclos - « *Le Complexe du Loup-Garou* » - La Découverte, 272 p. - prix franco : 155 F.

Réclamation...

De nombreux lecteurs se plaignent de recevoir *Royaliste* beaucoup plus tardivement que par le passé. Renseignements pris, il semble que ces retards soient dus à une réorganisation des services postaux chargés de l'acheminement des périodiques. Cette réorganisation - prévue pour améliorer le service ! - se traduit actuellement par des délais dépassant parfois une semaine...

L'entreprise de routage qui assure la mise sous pli du journal livre celui-ci à la Poste le vendredi qui précède la date indiquée sur *Royaliste* (par ex. ce présent numéro daté du 20 mars a été posté le vendredi 17 mars). Il devrait normalement parvenir chez nos abonnés pour cette date.

Nous demandons à nos lecteurs de nous signaler tous les cas de retard abusif afin de nous permettre de déposer une réclamation auprès de la Poste.

ABONNEMENT

Depuis quelques mois nous offrons à nos lecteurs une nouvelle possibilité : régler leur abonnement mensuellement par prélèvement automatique. Les avantages sont multiples :

- plus de correspondance inutile (lettre de relance, envoi de chèque, lettre de rappel, etc),
 - plus de risque d'oubli,
 - une ponction mensuelle minime au lieu d'avoir à payer en une seule fois la totalité de l'abonnement,
 - possibilité d'interrompre l'abonnement à tout moment.
- Pour bénéficier de ce nouveau service, il vous suffit de nous demander le formulaire spécial et de nous le retourner, après l'avoir rempli.

WHO'S WHO

Qui ne connaît le Who's Who, cet annuaire biographique qui recense les 20 000 personnalités qui comptent dans les domaines des arts, des lettres, de la politique, de l'économie, etc ? Outil de travail pour de nombreuses personnes, le Who's Who est un ouvrage au prix relativement important mais indispensable parfois.

Si c'est le cas pour vous (ou votre entreprise), faites appel à notre service librairie pour le commander. D'une part vous nous rendrez service et d'autre part vous aurez une bonne surprise quant au prix pratiqué. N'hésitez pas à nous renseigner et à nous demander le dossier de présentation de la dernière édition.

ADHÉRENTS

Les cartes d'adhérents pour 1995 ont été établies et remises aux intéressés. Les adhérents qui ne l'auraient pas reçue ne sont sans doute pas à jour de cotisation...

RELIURES

Nous mettons à la disposition de nos lecteurs qui désirent conserver leur collection du journal, une reliure pleine toile bleue frappée d'une fleur de lys et avec inscription « *Royaliste* » dorée.

Cette reliure permet de contenir 52 numéros du journal. Elle est vendue au prix de 97 F franco.

ABONNEMENT D'ESSAI

Royaliste n'est pas vendu en kiosque et ne doit compter que sur ses lecteurs pour se faire connaître. Quel meilleur ambassadeur de *Royaliste* que le journal lui-même ? Ouvrez votre carnet d'adresses et envoyez-nous les coordonnées de ceux de vos amis susceptibles d'être intéressés par « *Royaliste* ».

Nous leur ferons un abonnement d'essai pendant trois mois. Prix de chaque abonnement : 25 F.

Aidez-nous en adhérent à la N.A.R. !

MERCREDIS DE LA NAR

A Paris, chaque mercredi, nous accueillons sympathisants ou curieux dans nos locaux (17, rue des Petits-Champs, Paris 1^{er}, 4^e étage) pour un débat avec un conférencier, personnalité politique ou écrivain. La conférence commence à 20 heures très précises (accueil à partir de 19 h 45 - Entrée libre et gratuite), elle s'achève à 22 h. Un dîner est alors servi pour ceux qui désirent poursuivre les discussions (participation aux frais du dîner : 25 F).

● Mercredi 22 mars - Sociologue, directeur d'études à l'École des hautes études en sciences sociales, Robert CASTEL vient de publier une histoire de la question sociale qui est décisive pour comprendre les enjeux de notre temps et pour éclairer un avenir obscurci par la crise que nous subissons. De l'Ancien régime à l'actuel ébranlement de la société salariale, Robert Castel nous exposera « les métamorphoses de la question

sociale » et montrera à quelles conditions il sera possible d'échapper à la situation dramatique que nous connaissons.

● Mercredi 29 mars - Homme de science, spécialiste de la génétique des populations, Albert JACQUARD est connu pour le courage et la générosité de ses engagements. animateur du *Droit au Logement* aux côtés de l'abbé Pierre, notre invité dénonce dans un livre vibrant la pseudo-science d'un économicisme étranger aux hommes vivants et souffrants. En accusant « l'économie triomphante », Albert Jacquard donne toute sa dimension au combat en faveur des sans-abri.

Pour recevoir régulièrement le programme des « mercredis » de la N.A.R. il suffit de nous en faire la demande

PHOTOS

Sont disponibles en portrait : le comte de Paris, la comtesse de Paris, le comte de Clermont, le duc de Vendôme.

Sont disponibles en groupe : le comte de Paris entouré de ses deux petit-fils, Jean et Eudes (Amboise, septembre 1987), le comte de Paris avec le comte de Clermont (Chantilly, septembre 1990), le comte et la comtesse de Paris (Dreux, juillet 1992)

Ces photos existent en trois formats (sauf le groupe avec Jean et Eudes qui n'existe qu'en 13x18). Tarif franco :
format 10x15 : 16 F
format 13x18 : 30 F
format 20x30 : 58 F.

FISCALITÉ

A la suite des travaux du Congrès quelques adhérents ont souhaité que se crée un groupe de réflexion sur le thème de « la réforme de la fiscalité ». Les personnes qui s'intéressent à ce sujet sont priées de se manifester.

ANCIENS NUMÉROS

Nous proposons des anciens numéros de « *Royaliste* », par année complète, au prix franco de 300 F. Sont disponibles toutes les années de 1977 à 1994, à l'exception de 1979.

La plupart des numéros sont également disponibles un par un au prix franco de 17 F pièce.

Demande de documentation

Si ce journal vous a intéressé, si vous désirez avoir plus de renseignements sur nos idées, nos activités, les livres et brochures que nous publions, remplissez le bulletin ci-dessous sans engagement de votre part.

Nom :

Prénom :

Date de naissance : Profession :

Adresse :

désire recevoir, sans engagement de ma part, une documentation sur le mouvement royaliste. Bulletin à renvoyer à :

« *Royaliste* », 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris

Lettre ouverte à Lionel Jospin

Monsieur
le Candidat,

Nous ne nous sommes jamais rencontrés, ce qui simplifie les choses. Au temps où vous étiez le Premier secrétaire du Parti socialiste, je vous avais écrit une première lettre ouverte dans laquelle je dénonçais la volonté hégémonique de votre parti et l'arrogance de ses dirigeants. Vous n'y aviez pas répondu. Nous ne nous en étions pas offusqués et nous avons suivi d'un oeil neutre votre carrière ministérielle, sans bien comprendre la nature du « jospinisme » mais mesurant, comme tant d'autres, les effets désastreux de la guerre des courants socialistes quant à l'idéal civique qui nous est commun.

Et vous voici candidat proclamé à la fonction de « président-citoyen »... Pour nous, vous représentez un choix possible mais nullement obligé. Depuis quatorze ans, nous répétons que nos votes en faveur de François Mitterrand ne nous inscrivent pas dans la tradition socialiste - ni même dans la gauche en dépit de l'étiquette médiatique qui nous est obstinément appliquée. Comme vous n'avez sans doute jamais compris notre présence - toute symbolique - dans la majorité présidentielle, vous serez soulagé d'apprendre qu'aucun dirigeant de la Nouvelle Action Royaliste ne demandera à figurer dans votre comité de soutien - pour ce premier motif, non le principal, que nous avons toujours combattu son président Jacques Delors.

Vous vous direz, Monsieur le Candidat, que notre réserve est à

votre avantage : pas encombrants pour un sou, nous serons bien forcés de voter pour vous ! Tel est le piège que vous tendez à chaque élection aux forces et aux groupes d'appoint dont vous avez besoin pour obtenir la majorité, ou du moins pour faire bonne figure, mais auxquels vous ne voulez rien concéder : trop faibles pour être inquiétants, trop bizarres pour être fréquentables, ces gaullistes de gauche, ces royalistes, ces marginaux, ces citoyens qui refusent le conservatisme de droite et qui n'auraient d'autre choix que le candidat socialiste avec ses cer-



titudes, ses troupes, ses clientèles, son programme...

Prenez garde cependant : il arrive que ces forces d'appoint vous fassent défaut, et se réfugient dans l'abstention ou vous narguent en déposant un bulletin communiste. Et puis, pour cette élection présidentielle, il se trouve que les adversaires du candidat libéral-conservateur, dont nous sommes, peuvent faire un véritable choix entre Lionel Jospin, réformiste de gauche, et Jacques Chirac, artisan d'un nouveau pacte républicain. Par choix véritable, j'entends qu'il y a pour le premier tour deux possibilités, selon le double cri-

tère du projet fondamental et de l'efficacité. Ainsi, le retour de Jacques Chirac à la tradition gaullienne nous séduit, sa campagne nous libère de la fatalité balladurienne, mais la timidité et les silences de son programme entretiennent nos doutes.

Vous avez quant à vous l'avantage d'être clair - et votre rigueur notoire permet de penser que vos propositions sont faites pour être appliquées. Hélas, celles-ci ne nous conviennent qu'à demi. Il est louable de promettre l'arrêt des privatisations (mais il faudra re-nationaliser aussi), il est juste de s'engager à rétablir le droit du sol - héritage de la tradition monarchique et républicaine que nous défendons depuis tant d'années. Il est essentiel de « *placer l'homme au coeur de l'économie* », de « *préparer avec les jeunes l'entrée dans le XXI^e siècle* » et de « *vouloir l'Europe pour la France et le monde* » mais la situation de la France est telle que, pour ne pas tomber dans la platitude, ces formules doivent avoir une portée révolutionnaire que nous ne percevons pas dans le détail, souvent positif, de votre programme. Enfin, il nous faut réitérer notre opposition radicale au projet de quinquennat : ruine de l'indépendance relative du chef de l'État, et de sa légitimité propre, négation des principes d'arbitrage et de continuité, le quinquennat détruirait la constitution de la V^e République qui est aujourd'hui l'ultime garantie des équilibres de notre société. Ce projet, stupide et dangereux, pèsera lourd dans notre décision finale.

Mais votre campagne ne fait que commencer. Serez-vous prendre la mesure de toute notre histoire, entrer en dialogue avec l'ensemble des Français, et finalement incarner, au moins pour une part, ce qu'il y a d'essentiel pour la France ? Nous ne le savons pas encore.

Bertrand RENOUVIN